

**Point de presse de la porte-parole -
Corée du Sud - Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian (PyeongChang,
9-11 février 2018)/9ème Forum
urbain mondial : «Villes 2030, Villes
pour tous : mettre en oeuvre le
Nouvel agenda urbain» (Kuala
Lumpur, 7-13 février 2018)/Journée
internationale de la tolérance zéro à
l'égard des mutilations génitales
féminines (6 février 2018)/Syrie
(Paris, 06 février 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Corée du Sud - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (PyeongChang, 9-11 février 2018)

M. Jean-Yves Le Drian se rendra en Corée du Sud du 9 au 11 février. Il représentera le président de la République à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de PyeongChang avec Mme Laura Flessel, ministre des sports. La France soutient l'organisation des Jeux de Pyeongchang, moment historique pour la Corée, et souhaite leur plein succès.

Lors de son déplacement, M. Jean-Yves Le Drian s'entretiendra le 10 février avec son homologue, Mme Kang Kyung-wha, pour évoquer la crise nucléaire nord-coréenne. Nous souhaitons que les récents développements du dialogue inter-coréen puissent déboucher sur des discussions en vue de la dénucléarisation de la péninsule. Les ministres évoqueront également notre coopération sur les grands enjeux globaux (notamment lutte contre le terrorisme et action contre le changement climatique) et les perspectives de renforcement de nos relations bilatérales en matière économique (innovation et investissements croisés), de coopération universitaire et scientifique (mobilité étudiante) et de coopération en matière de sécurité et de défense. La Corée du Sud est notre quatrième partenaire commercial en Asie (7,3 Mds Euros d'échanges en 2016, avec un excédent commercial de la France depuis 2011).

À Séoul, M. Jean-Yves Le Drian ouvrira la cérémonie de lancement de la construction de la nouvelle ambassade de France. Il rencontrera par ailleurs la communauté d'affaires française et des investisseurs sud-coréens.

2 - 9ème Forum urbain mondial : «Villes 2030, Villes pour tous : mettre en oeuvre le Nouvel agenda urbain» (Kuala Lumpur, 7-13 février 2018)

25 000 participants de 164 pays sont attendus à Kuala Lumpur du 7 au 13 février 2018 à l'occasion du Forum urbain mondial. Organisé par ONU-Habitat depuis 2002, cet événement biennal est le principal sommet international sur le développement des territoires. Il associe l'ensemble des acteurs publics, privés et non-gouvernementaux qui travaillent à l'amélioration des conditions de vie dans les villes.

La France y sera représentée par une délégation de près de 60 représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, des entreprises, du monde de la recherche et des ONG réunis au sein du Partenariat français pour la ville et les territoires. Elle sera conduite par des représentants des ministères de l'Europe et des affaires étrangères, de la transition écologique et solidaire et de la cohésion des territoires.

Dans le cadre du «Nouvel agenda urbain» adopté à Quito en 2016 lors de la conférence «Habitat III» organisée par les Nations unies, le Forum urbain mondial permet aux participants de témoigner de la mise en oeuvre concrète des engagements et de procéder à des partages d'expérience. La réunion de Kuala Lumpur sera ainsi l'occasion pour les acteurs français de présenter la diversité de leur potentiel d'intervention et de faire rayonner leur expertise et savoir-faire. Un «pavillon France» permettra aux professionnels français de présenter leurs solutions opérationnelles et bonnes pratiques dans des domaines essentiels, tant au plan économique que social et environnemental.

On compte actuellement 5 millions de nouveaux citadins par mois dans les villes en développement, soit l'équivalent d'une ville de 1,2 millions d'habitants par semaine. Plus d'un milliard d'entre eux vivent actuellement dans des bidonvilles. Si rien n'est fait, ils seront 3 milliards en 2050. Le parc immobilier mondial doit ainsi quasiment doubler d'ici 2050. Les infrastructures à construire d'ici 2030 sont estimées à 57 000 milliards de dollars dans le monde.

Pour en savoir plus :

- www.pfvt.fr

- www.wuf9.org

3 - Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (6 février 2018)

À l'occasion de la journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines le 6 février, la France appelle la communauté internationale à renforcer son action afin de mettre fin à ces pratiques dégradantes et à la violation des droits des femmes et des filles. Aujourd'hui encore, plus de 200 millions de femmes vivant dans 30 pays ont été mutilées et on estime que 3 millions de filles, âgées de 15 ans ou moins, y sont soumises chaque année.

La France défend les droits des femmes et des filles, partout dans le monde.

Depuis 2012 et le lancement de l'initiative du G8 en faveur de la santé maternelle et infantile, elle appuie par exemple, à travers le fonds français «Muskoka», la prévention et la prise en charge des femmes victimes de violences basées sur le genre.

La France agit également en finançant des actions de sensibilisation, comme par exemple la série télévisée «C'est-la-Vie» cofinancée par la France depuis 2012 et diffusée sur 44 chaînes nationales africaines.

4 - Syrie

Q - Quelles sont les prochaines étapes prévues par la France et la Turquie dans leur projet d'élaboration d'une feuille de route diplomatique sur la Syrie ? La réunion des pays affinitaires annoncée par le président Macron lors de la visite de son homologue turc à Paris est-elle toujours prévue en février en Turquie ?

R : La crise syrienne fait l'objet d'échanges réguliers, à tous les niveaux, entre la France et la Turquie. Ces échanges concernent également l'opération turque en cours à Afrin où la France appelle la Turquie à agir avec retenue.

Seule une solution politique conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies est à même d'assurer la stabilité de la Syrie et la sécurité de la Turquie. C'est dans cette direction que nous entendons travailler en étroite concertation avec la Turquie, qui est à cet égard un pays-clé, ainsi qu'avec les autres Etats «affinitaires».

Q - La ligne rouge fixée par le président Emmanuel Macron a-t-elle été franchie ces derniers jours suite aux informations sur des attaques chimiques répétées au chlore et au sarin en Syrie ?

R - La France est préoccupée par les informations répétées selon lesquelles du chlore aurait été employé à plusieurs reprises contre des populations civiles en Syrie au cours de ces dernières semaines. Nous étudions avec attention, en lien avec nos partenaires, les éléments qui nous parviennent et attendons l'expertise des mécanismes d'enquête internationaux opérationnels, en premier lieu celle de la mission d'établissement des faits (FFM).

Il est encore tôt à ce stade pour confirmer la nature chimique et la portée de ces attaques.

La France est engagée pour préserver le régime de non-prolifération chimique. C'est à ce titre qu'elle a lancé, le 23 janvier, un partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques. Vingt-quatre Etats et organisations s'y sont joints pour marquer leur refus de l'impunité des auteurs d'attaques chimiques.

La Syrie est de loin le théâtre le plus préoccupant à cet égard. Les forces armées syriennes ont été reconnues responsables d'attaques chimiques à quatre reprises par des mécanismes internationaux et l'organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques. Le régime syrien et ceux qui le soutiennent doivent respecter l'ensemble de leurs engagements internationaux dans ce domaine./.